

## COMMERCE EXTÉRIEUR

## «L'Algérie pourrait faire mieux dans ses échanges avec les États-Unis»

Sur les 18,7 milliards de dollars d'importations comptabilisés sous le chapitre du Système généralisé de préférences, l'Algérie n'en a placé que quelques centaines de tonnes de dattes pour moins d'un million de dollars en 2016.

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Lors d'une journée d'information organisée hier par l'Agence nationale de promotion des exportations, le représentant au Commerce des États-Unis Erland Herfindahl a estimé que «l'Algérie pourrait faire mieux dans ses échanges avec son pays, pour peu que les opérateurs algériens exploitent les opportunités que leur offre le Système généralisé de préférences (SGP)». «Un système, a-t-il expliqué, qui a été mis en place par les États-Unis pour aider les pays en développement

à commercialiser leurs produits sur le marché américain en franchise des droits de douane.»

Il donne accès à une gamme de 3 500 produits dont beaucoup sont déjà exportés par les opérateurs algériens dans d'autres marchés comme l'Union européenne.

Or, a-t-il souligné, l'Algérie, éligible à ce système depuis 2004, n'a jusque-là pas du tout profité de ses avantages. Et de préciser que sur les 18,7 milliards de dollars d'importations comptabilisés sous le chapitre du SGP, l'Algérie n'en a placé



Erland Herfindahl, représentant au Commerce des États-Unis.

que quelques centaines de tonnes de dattes pour moins d'un million de dollars en 2016. En effet, beaucoup d'exporta-

tions algériennes vers les États-Unis dont le volume global était de 3,23 milliards de dollars en 2016 auraient pu bénéficier du

SGP comme les fils et câbles électriques et autres produits agroalimentaires.

Et même si les hydrocarbures continuent à constituer l'essentiel des exportations algériennes vers les États-Unis avec 2,8 milliards de dollars en 2016, le SGP peut être un important argument de vente pour beaucoup de produits.

«Notre pays est moins bureaucratique que l'Union européenne et les normes gouvernementales sont moins strictes que celles des privés. Il convient donc d'intéresser les importateurs américains en utilisant le SGP comme un outil de marketing», a suggéré Erland Herfindahl.

L. H.

### PROGRAMMES DE CONSTRUCTION DES LOGEMENTS

**Tebboune : «le taux d'intégration du produit national a atteint 85%»**

Le taux d'intégration du produit national dans les programmes de construction des logements a atteint 85%, a annoncé hier le ministre de l'Habitat et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, à l'ouverture à la Safex du Salon Batimatec dans son édition 2017. L'Algérie va exiger désormais, a également fait savoir le ministre lors d'un point de presse à l'issue de sa visite des différents stands, des constructeurs d'utiliser le produit national, ajoutant que le recours au produit étranger se fera uniquement dans le cas où il n'est pas disponible dans notre pays. A ce propos, Abdelmadjid Tebboune a indiqué que cette nouvelle orientation a fait économiser au Trésor public pas moins de 1,4 milliard de dollars en matériaux de construction. Il se réjouit que le bâtiment soit en train de créer tout une dynamique qui fait surtout profiter les PME locales. «Nous sommes les premiers employeurs tant dans nos chantiers que des PME qui sont en train de se créer et qui travaillent avec nous», a signalé Tebboune en parlant du secteur de l'habitat. Selon Tebboune, lorsqu'en 2014 la décision a été prise d'interdire certains matériaux, cela avait fait suite à la demande de la tripartite. Certains participants qui activent dans le domaine de production des matériaux ont signalé qu'il y avait des producteurs algériens qui avaient des stocks de presque 2 millions de m<sup>2</sup> de céramique. Aujourd'hui, il n'y a plus de stock», a affirmé Tebboune. Relancé sur les dettes de promoteurs qui ont construit pour l'Etat et qui sont en attente d'être payés, le ministre de l'Habitat s'est engagé à les régler «avant le mois de Ramadhan», ajoutant que le retard n'est pas dû à un quelconque problème de trésorerie, mais qu'il est dû plutôt au retard dans la libération des crédits de paiement par la Caisse nationale de logement (CNL).

Le ministre a en outre vanté les efforts de l'Etat en matière de logement, annonçant que l'enveloppe qui a été dédiée à ce secteur durant les deux derniers quinquennats (2009-2016) a atteint 69 milliards de dollars.

Y. D.

### À PARTIR DE WASHINGTON

## Babaammi qualifie les prévisions du FMI et de la Banque mondiale de «pas réalistes»

**Le ministre des Finances, M. Hadji Babaammi, a indiqué dimanche à Washington que les récentes prévisions du FMI et de la Banque mondiale sur la croissance de l'économie algérienne «ne sont pas très réalistes».**

«Les prévisions du FMI et de la BM ne sont pas très réalistes parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'ensemble de la réalité économique du pays», a déclaré M. Babaammi à l'APS à l'issue de sa participation aux réunions de printemps de ces deux institutions financières multilatérales.

Le premier argentier du pays a expliqué que ces prévisions étaient basées sur une réduction des dépenses d'équipements, un des moteurs de la croissance de l'économie en Algérie, alors que le niveau de ces dépenses va se maintenir à un niveau élevé en 2017 et pour les trois années qui vont s'en suivre.

Chiffres à l'appui, le ministre a précisé que les dépenses d'équipements ont augmenté de 2 500 milliards de dinars (mds DA) en 2014 à 3 100 mds DA en 2015 et ont légèrement reculé à 2 800 mds DA en 2016.

Il est aussi important de souligner, a poursuivi le ministre, que les effets des dépenses de 2016 en termes de croissance devraient se poursuivre en 2017, en ajoutant que ce niveau élevé de dépenses donnait aux entreprises un plan de charge suffisant qui leur permettra de continuer à travailler et à

créer de la richesse.

En conséquence, la commande publique va rester à un niveau élevé de 2 300 mds DA pour les trois prochaines années, a-t-il relevé.

Le ministre a indiqué avoir discuté à Washington de ses prévisions avec les spécialistes de la BM qui ont confirmé qu'effectivement, «l'effet des dépenses d'équipements consentis en 2016 va se poursuivre cette année».

Le ministre a tenu à préciser, à ce titre, que «la dépense publique est un moteur de croissance mais il n'est pas le seul» en Algérie où le financement bancaire contribue également à la croissance de l'économie.

M. Babaammi a noté que les crédits à l'économie, dont 70% sont des financements destinés à l'investissement, ont augmenté de 16% en 2016.

Il n'a pas écarté une baisse de la croissance du fait de l'ajustement budgétaire opéré à moyen terme mais «pas autant» que ce que prédisent les deux institutions de Bretton Woods.

Le FMI a récemment abaissé ses prévisions de croissance pour l'Algérie à 1,4% en 2017 et à 0,6% en 2018 après un rebond de 4,2% en 2016, alors que la BM a tablé sur des projections

de 1,5% en 2017 et 0,6% en 2018.

Le ministre a tenu à expliquer que les réductions du déficit public attendues à moyen terme sont aussi le résultat d'une nouvelle réorientation des ressources financières sur le marché qui va permettre aux entreprises de capter plus de financements bancaires pour leur développement.

Il s'agit de réduire l'intervention du Trésor public sur le marché en laissant plus de ressources financières aux entreprises, a-t-il expliqué.

«C'est en droite ligne avec le nouveau modèle de croissance qui va permettre aux entreprises de prendre le relais de la croissance, en leur donnant les moyens de leur développement. Il ne faut pas que l'Etat prenne une grande partie du financement bancaire», a-t-il dit.

La réduction de l'intervention du Trésor public sur le marché devrait se traduire, par ailleurs, par une diminution de la dette interne, un autre point positif des nouvelles mesures mises en œuvre par le gouvernement dans le cadre de l'ajustement économique opéré après la chute des cours de pétrole.

La BM tout comme le FMI ont estimé que l'Algérie était en mesure de réaliser des taux de croissance élevés pour peu qu'elle ne réduise pas beaucoup ses dépenses budgétaires et qu'elle s'oriente à l'endettement extérieur

en cas de manque de ressources.

Un avis qui n'est pas partagé par M. Babaammi qui a expliqué que la politique du gouvernement consistait à adapter le budget de l'Etat en fonction des ressources disponibles sur le marché sans recourir à l'endettement.

Etant donné que le marché est limité, l'Etat réduira l'intervention du Trésor public pour laisser plus de ressources aux entreprises.

A ce propos, le ministre a fait savoir que l'autorisation accordée à Sonatrach et à Sonelgaz de lever des fonds à l'international pour financer leurs projets d'investissements était «toujours valable».

Il a ajouté que cette option pourrait être envisagée pour les projets futurs des deux groupes énergétiques mais les autorisations de financement à l'international seront étudiées au cas par cas par le gouvernement.

Actuellement, les deux groupes parviennent à faire face aux besoins de financements de leurs vastes programmes d'investissements.

Le ministère des Finances avait expliqué en début 2016 qu'il s'agissait de financements préférentiels à l'international ciblant des projets menés avec des partenaires étrangers et qui sont en mesure de générer leurs propres liquidités une fois mis en exploitation.

APS